Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1632

Artikel: Armée : la politique de défense ne fait plus recette
Autor: Dépraz, Alex
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013392

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La politique de défense ne fait plus recette

Tant que le mur de Berlin tenait debout, chaque citoyen savait que notre politique de défense s'enracinait dans le concept de réduit national. Depuis l'effondrement du bloc soviétique, les menaces sont plus insaisissables. L'intérêt pour la chose militaire diminue, surtout en Suisse romande. Un constat paradoxal à l'heure où l'armée vit sa plus profonde remise en cause.

Des militaires suisses sont pour la première fois officiellement engagés sur un autre continent, en Indonésie, pour faire face aux conséquences du raz-de-marée. Un contingent pouvant être porté à 6500 hommes appuie cette semaine la police grisonne pour que le Forum de Davos se déroule dans un calme alpin. Les représentations étrangères à Berne ou à Genève sollicitent de plus en plus l'armée suisse pour des missions de surveillance. Si les importantes chutes de neige de ces derniers jours devaient provoquer des avalanches, tous les regards convergeraient certainement vers Christophe Keckeis. Parallèlement, des milliers de citoyens conscrits sont toujours convoqués pour des tâches militaires plus traditionnelles. Les «cours de répétition», s'ils ont changé de nom, ne sont pas morts avec Armée XXI. Au contraire, ils ont retrouvé leur rythme annuel et constituent toujours partiellement en des entraînements au combat.

Cette multiplication des tâches intervient paradoxalement à un moment où le Parlement vient d'opérer des coupes sans précédent dans le programme d'armement 2005. Non aux nouveaux chars démineurs, non aux avions de transports. Et Samuel Schmid doit annoncer plus de mille licenciements après le nouveau plan de stationnement de l'armée. Faire plus avec toujours moins: la tâche du patron de l'armée paraît se résumer à cette équation impossible. Dur pour le moral des troupes.

Un débat muet

Une nouvelle définition de la politique de sécurité (que doit faire l'armée?) devient donc incontournable avant même de débattre de l'avenir de la conscription obligatoire. C'est là que le bât blesse. Le temps où les ténors politiques romands - à l'image d'un Georges-André Chevallaz - se profilaient sur les questions militaires paraît révolu. Le débat sur la politique de sécurité recèle pourtant tout ce qu'il faut d'ingrédients pour titiller les esprits, même les plus réfractaires: une bonne dose de réalisme pour analyser les menaces de l'après 11 septembre 2001, une pincée d'égalitarisme pour repenser le rôle des femmes dans la politique de défense, une couche de nationalisme pour épicer le débat sur une des institutions qui a sans nul doute façonné le pays et à laquelle les citoyens sont malgré tout plus attachés qu'on ne l'imagine. Il n'est jamais évident de défaire les mythes.

Dans ce contexte, la gauche n'échappe pas non plus à une nouvelle discussion de ses principales thèses sur le sujet (cf. référence). En 2001, s'il continuait à critiquer la nécessité même d'une armée suisse, le PSS mettait l'accent sur la participation des militaires à des opérations internationales de maintien de la paix. Aujourd'hui, on s'aperçoit que notre armée aurait besoin de moyens supplémentaires pour mener à bien ce type de missions. Faut-il augmenter les budgets? De même, il est permis de douter que les 15000 militaires contractuels proposés par le PSS suffiraient pour assumer toutes les missions que l'on confie à l'armée. Dans ce débat aussi, il sera nécessaire de faire entendre d'autres voix que les sirènes du repli sur soi identitaire. *ad*

Thèses du PS suisse: «La politique de paix et de sécurité de la Suisse au début du XXIe siècle», adoptées le 8 décembre 2001 par l'assemblée des délégués du PSS à Winterthour.

al.sp-ps.ch/data/Pospap-f/011208_Theses_Paix_et_Securite.pdf

OMC (suite)

Les services d'abord, l'agriculture ensuite

Au cours des négociations, Berne devra aussi répondre aux demandes de libéralisation formulées par d'autres pays. Ainsi, sous pression de Vivendi et autres Lyonnaise des Eaux, Bruxelles demande une libéralisation de la distribution d'eau potable. La Suisse peut simplement dire non. Mais tout accord est le résultat d'un troc serré. Les négociateurs luttent pour des avantages ou lâchent des concessions sous l'œil ou la pression des lobbies nationaux. Nombre de communes et les défenseurs de la distribution publique des eaux sont montés aux barricades. En conséquence, Berne s'est formellement engagée à refuser la demande de Bruxelles et s'y tiendra.

La Suisse n'a pas déposé une offre de libération de l'enseignement, mais devra faire face, ici aussi, à plusieurs demandes. La réponse ne sera pas un non catégorique, car l'enseignement privé existe de longue date dans le pays. Un accord AGCS sur l'enseignement, basé sur la non discrimination des concurrents étrangers, ne fera qu'entériner la situation existante. Dans ce cas également, Berne a pris l'engagement formel de ne pas toucher à l'enseignement public primaire, secondaire, supérieur et professionnel. Les partisans du bon scolaire et autres partages du financement public doivent mener un combat politique interne s'ils entendent faire triompher leur cause. Ils n'ont rien à attendre des négociations internationales.

Les anti-, puis altermondialistes, ont sorti les négociations commerciales internationales de l'ombre où elles ont agi pendant des décennies. En Suisse, les lobbies autres que economiesuisse sont au travail. Les parlementaires interpellent le gouvernement. Ils ont montré qu'ils peuvent influencer le mandat des négociateurs. Pour autant qu'ils restent vigilants. *at*